

HOTELIM SA

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2019)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

A l'assemblée générale
HOTELIM SA
9-13 avenue Myron Herrick
75008 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 3 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 Janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

*PwC Entrepreneurs Audit France, SAS, 47, rue de Liège 75008 Paris
Téléphone: +33 (0)1 42 94 64 30, Fax: +33 (0)1 42 94 64 39, www.entrepreneurs.pwc.fr*

Société par Actions Simplifiée au capital de 340 704 €. Siège social : 47 rue de Liège 75008 Paris. RCS Paris 390 128 874, TVA n° FR 57 390 128 874.
Siret 390 128 874 00026. Code APE 6920 Z.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation et les créances rattachées aux participations détenus par votre société sont évalués selon les méthodes présentées au paragraphe « Immobilisations financières » page 7 de l'annexe.

A ce titre, sur la base des informations disponibles à ce jour, nous avons vérifié le caractère approprié et la correcte application des approches retenues par votre société ainsi que la cohérence et la pertinence des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 3 juin 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 25 juin 2020

Le commissaire aux comptes
PwC Entrepreneurs Audit France



Laurent Delcourt

HOTELIM

Sommaire

Bilan	1
ACTIF	1
<i>Actif immobilisé</i>	<i>1</i>
<i>Actif circulant</i>	<i>1</i>
PASSIF	2
<i>Capitaux Propres</i>	<i>2</i>
<i>Provisions pour risques et charges</i>	<i>2</i>
<i>Emprunts et dettes</i>	<i>2</i>
Compte de résultat	3
Annexes Légales 2020	5

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net		
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires	10 782	10 782				
Fonds commercial	262 179		262 179	262 179		
Autres immobilisations incorporelles						
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions	13 058	9 255	3 803	5 109	- 1 306	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 245	2 245				
Autres immobilisations corporelles	272 248	209 184	63 064	84 574	- 21 510	
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres participations	14 135 146	1 316 064	12 819 082	10 946 545	1 872 537	
Créances rattachées à des participations	6 070 043	724 319	5 345 724	3 101 470	2 244 254	
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	31 013		31 013	30 264	749	
TOTAL (I)	20 796 714	2 271 848	18 524 866	14 430 141	4 094 725	
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En-cours de production de biens						
En-cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	247 973		247 973	314 056	- 66 083	
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel				1 509	- 1 509	
. Organismes sociaux	41		41	149	- 108	
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	30 063		30 063	26 695	3 368	
. Autres	5 675 757		5 675 757	2 789 034	2 886 723	
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	1 000 000		1 000 000		1 000 000	
Disponibilités	1 883 533		1 883 533	8 614 470	-6 730 937	
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Charges constatées d'avance	3 831		3 831	4 651	- 820	
TOTAL (II)	8 841 197		8 841 197	11 750 564	-2 909 367	
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	29 637 911	2 271 848	27 366 064	26 180 705	1 185 359	

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 7 764 104)	7 764 104	7 764 104	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	10 266 806	10 266 806	
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale	621 904	560 240	61 664
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	444 766	146 609	298 157
Résultat de l'exercice	122 299	1 233 282	-1 110 983
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	19 219 879	19 971 040	- 751 161
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	93 130	74 884	18 246
TOTAL (III)	93 130	74 884	18 246
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	6 929 278	5 390 617	1 538 661
. Découverts, concours bancaires	1 927	1 582	345
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	5 479	1 328	4 151
. Associés	30 333	28 193	2 140
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	220 487	151 300	69 187
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	21 362	7 123	14 239
. Organismes sociaux	61 375	63 136	- 1 761
. Etat, impôts sur les bénéficiaires	216 708	54 329	162 379
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	89 606	77 880	11 726
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	10 038	35 623	- 25 585
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	466 461	323 670	142 791
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	8 053 055	6 134 781	1 918 274
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	27 366 064	26 180 705	1 185 359

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois)		Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	1 095 547		1 095 547	1 088 175	7 372	0,68
Chiffres d'affaires Nets	1 095 547		1 095 547	1 088 175	7 372	0,68
Production stockée						
Production immobilisée			4 267	5 316	- 1 049	-19,73
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			3 410		3 410	N/S
Autres produits			17	6	11	183,33
Total des produits d'exploitation (I)			1 103 240	1 093 497	9 743	0,89
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			938 944	928 055	10 889	1,17
Impôts, taxes et versements assimilés			33 371	32 647	724	2,22
Salaires et traitements			372 238	331 940	40 298	12,14
Charges sociales			180 368	172 535	7 833	4,54
Dotations aux amortissements sur immobilisations			25 483	26 825	- 1 342	-5,00
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges			18 246	6 085	12 161	199,85
Autres charges			834	3	831	N/S
Total des charges d'exploitation (II)			1 569 484	1 498 092	71 392	4,77
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-466 244	-404 595	- 61 649	15,24
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations			449 600	1 449 600	-1 000 000	-68,98
Produits des autres valeurs mobilières et créances			58 620	58 455	165	0,28
Autres intérêts et produits assimilés			34 685	36 830	- 2 145	-5,82
Reprises sur provisions et transferts de charges			205 362	146 000	59 362	40,66
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			748 266	1 690 885	- 942 619	-55,75
Dotations financières aux amortissements et provisions			136 779	24 810	111 969	451,31
Intérêts et charges assimilées			55 326	37 036	18 290	49,38
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			192 105	61 846	130 259	210,62
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			556 161	1 629 039	-1 072 878	-65,86
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			89 917	1 224 444	-1 134 527	-92,66

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital	40 067		40 067	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges		10 500	- 10 500	-100
Total des produits exceptionnels (VII)	40 067	10 500	29 567	281,59
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	192		192	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)	192		192	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	39 875	10 500	29 375	279,76
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	7 493	1 662	5 831	350,84
Total des Produits (I+III+V+VII)	1 891 574	2 794 882	- 903 308	-32,32
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	1 769 275	1 561 600	207 675	13,30
RESULTAT NET	122 299	1 233 282	-1 110 983	-90,08
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Engagements financiers
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Résultat des 5 derniers exercices
- Liste des filiales et participations

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire :

- Logiciel comptable : 1 an
- Droit d'entrée franchise : 10 ans

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts d'emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

- Agencements & constructions : 10 à 40 ans
- Mat. & outillages industriels : 3 à 7 ans
- Installations générales : 5 ans
- Matériel de bureau & informatique : 5 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

FONDS COMMERCIAL

Le fonds commercial n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test conduit à constater une dépréciation lorsque la valeur d'usage du fonds commercial est inférieure à sa valeur nette comptable.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2017-01 du 05 mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 03 novembre 2017

- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.

Intégration Fiscale

HOTELIM et certaines de ses filiales constituent un groupe qui relève du régime de l'intégration fiscale.

Les conventions d'intégration fiscale conclues entre HOTELIM et ses filiales prévoient que chaque membre du groupe fiscal constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisée par le groupe en cas de déficit.

Indemnités de Fin de Carrière

La méthode préférentielle consistant en la comptabilisation des IFC a été appliquée.

A la fin 2018, le passif social s'élevait à	74 884 €
La dotation enregistrée dans les comptes s'élève à	18 246 €
Le passif social au 31/12/2019 est égal à	93 130 €

Les calculs ont été réalisés avec les paramètres suivants :

Méthode de calcul	Rétrospective Prorata Temporis
Convention collective	HCR
Départ à l'initiative des salariés	50%
Départ à l'initiative de l'employeur	50%
Taux d'actualisation	0,77% contre 1,57% en 2018
Taux de progression annuelle des salaires	3% pour les Cadres, 2% pour les Non Cadres
Taux de rotation du personnel	Faible pour les Cadres, Fort pour les Non Cadres
Age de départ retenu	67 ans
Taux de charges sociales	42%
Table de mortalité	INED 2015

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE - COVID19

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement postérieur au 31 décembre 2019 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2019, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2019 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

La société a mis en place une démarche consistant à bénéficier de l'ensemble des mesures d'accompagnement annoncées par le gouvernement et devant lui permettre d'assurer sa continuité d'exploitation : télétravail, reports d'échéances de paiements, activité partielle.

Cette crise sanitaire et ses conséquences économiques à moyen terme, qu'il est difficile à ce stade de pouvoir apprécier, sont susceptibles d'avoir une incidence sur certaines évaluations d'actifs et de passifs du bilan.

ENGAGEMENTS FINANCIERS & AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Engagements donnés :

HOTELIM a donné des garanties aux établissements financiers ayant accordés des prêts et facilités de caisse à ses filiales (ces engagements figurent globalement dans le tableau ci-dessus et de manière détaillée ci-dessous) :

Cautions sur facilité de caisse :	0 €
Cautions sur prêts :	0 €
Comptes courants bloqués :	61 121 €

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	272 961		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	13 058		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 245		
Autres installations, agencements, aménagements	117 863		
Matériel de transport	61 983		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	148 737		2 667
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	343 885		2 667
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	16 156 981		4 224 767
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	30 264		749
TOTAL	16 187 244		4 225 516
TOTAL GENERAL	16 804 091		4 228 183

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			272 961	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			13 058	
Installations techniques, matériel et outillages industriels			2 245	
Autres installations, agencements, aménagements			117 863	
Matériel de transport		59 002	2 982	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			151 404	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		59 002	287 551	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations	2 000	174 559	20 205 189	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			31 013	
TOTAL	2 000	174 559	20 236 202	
TOTAL GENERAL	2 000	233 561	20 796 714	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	10 782			10 782
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	7 949	1 306		9 255
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 245			2 245
Installations générales, agencements divers	72 686	10 976		83 663
Matériel de transport	59 808	745	59 002	1 552
Matériel de bureau, informatique, mobilier	111 514	12 456		123 969
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	254 202	25 483	59 002	220 684
TOTAL GENERAL	264 984	25 483	59 002	231 465

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	1 306				
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers	10 976				
Matériel de transport	745				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	12 456				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	25 483				
TOTAL GENERAL	25 483				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions	74 884	18 246		93 130
TOTAL Provisions	74 884	18 246		93 130
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	2 108 966	136 779	205 362	2 040 383
TOTAL Dépréciations	2 108 966	136 779	205 362	2 040 383
TOTAL GENERAL	2 183 850	155 025	205 362	2 133 513
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		18 246 136 779	205 362	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	6 070 043		6 070 043
Prêts			
Autres immobilisations financières	31 013		31 013
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	247 973	247 973	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	41	41	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	30 063	30 063	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	1 621	1 621	
Groupe et associés	5 674 136	5 674 136	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	3 831	3 831	
TOTAL GENERAL	12 058 721	5 957 665	6 101 056
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	1 927	1 927		
- plus d'un an	6 929 278	1 412 369	5 516 909	
Emprunts et dettes financières divers	5 479	5 479		
Fournisseurs et comptes rattachés	220 487	220 487		
Personnel et comptes rattachés	21 362	21 362		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	61 375	61 375		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	216 708	216 708		
- T.V.A	89 606	89 606		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	10 038	10 038		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	30 333	30 333		
Autres dettes	466 461	466 461		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	8 053 055	2 536 146	5 516 909	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 461 339			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Éléments relevant de plusieurs postes du bilan

(entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	14 135 146		
Créances rattachées à des participations	6 070 043		
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	237 235		
Autres créances			
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	98 181		
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	2 919		
Produits de participation	449 600		
Autres produits financiers	32 396		
Charges financières			

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	58 620
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	34 017
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	92 636

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 406
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	103 276
Dettes fiscales et sociales	34 593
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	145 275

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	3 831	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	3 831	

Commentaires :

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	970 513	8
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	970 513	8

Commentaires :

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises Ventes de produits finis Prestations de services	1 095 547
TOTAL	1 095 547

Répartition par marché géographique	Montant
France Etranger	1 095 547
TOTAL	1 095 547

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	89 917	
Résultat exceptionnel (et participation)	39 875	
Résultat comptable	122 299	

Commentaires :

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pensions Autres engagements donnés :	
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties Autres engagements reçus :	
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	79 500
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
TOTAL	

Commentaires :

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	2	
Agents de maîtrise et techniciens	1	
Employés	0	
Ouvriers	0	
TOTAL	3	

Commentaires :

Résultats des 5 derniers exercices

Nature des Indications / Périodes	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Durée de l'exercice	12 mois				
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	7 764 104	7 764 104	7 764 104	7 764 104	7 764 104
b) Nombre d'actions émises	970 513	970 513	970 513	970 513	970 513
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	0				
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	1 095 547	1 088 175	1 020 880	911 192	1 144 838
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	104 938	1 136 164	-15 289	342 003	1 370 661
c) Impôt sur les bénéfices	7 493	1 662	-96 377	-112 448	5 978
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	104 938	1 134 502	81 088	454 451	1 364 683
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	122 299	1 233 282	-127 956	249 889	1 130 596
f) Montants des bénéfices distribués	873 461	873 461	873 461	873 461	873 461
g) Participation des salariés					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	0	1	0	1	1
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	0	1	0	0	1
c) Dividende versé à chaque action	0	1	1	1	1
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	3	3	3	3	3
b) Montant de la masse salariale	364 237	353 894	358 852	327 679	324 893
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	180 368	172 535	178 714	163 340	163 077

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
BALBERCY	150 000	7 105 162	89,92	1 256 451				6 542 530	1 427 288	449 600
DELTA RUNGIS	76 635	952 908	100	2 704 057		453 803		1 218 420	191 325	
LE BOURGET	15 000	996 818	100	391 672		2 282 343		2 061 335	190 994	
SOGEGONE	300 000	1 047 239	100	635 408		315 453		1 597 383	345 239	
DROMHOTEL	108 000	-89 916	100	1 828 000	659 025	297 342		786 731	-39 208	
SAINT RAPHAEL	225 000	1 108 785	100	228 674		114 836		3 115 199	120 935	
ROSNY	1 229 190	1 506 681	100	2 096 723		192 288		1 442 602	182 456	
CRETEIL	215 310	820 626	100	1 610 204		323 392		1 398 229	215 532	
RELNICE	15 000	1 789 931	100	168		53 566		1 547 521	285 369	
SUITE HOTEL	15 000	617 841	100	1 804 339		1 206 823		781 498	-53 815	
HOFIDEV	10 000	-14 903	70	7 000					-889	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
MEZAL	15 000	888 045	50	1 074 000		104 204		1 836 228	158 605	
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participation										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères				498 451	351 362	667 375	61 121	2 418 873	422 760	
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

HOTELIM SA

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2019)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

A l'assemblée générale
HOTELIM SA
9-13 avenue Myron Herrick
75008 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 3 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 3 juin 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

HOTELIM SA

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2019 - Page 4

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 25 juin 2020

Le commissaire aux comptes
PwC Entrepreneurs Audit France

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'L. Delcourt', with a horizontal line extending to the right.

Laurent Delcourt



COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

 **Expertise
Comptable**

 **Commissariat
aux comptes**

20 Place Saint Marc
76000 ROUEN

Tél : 02 35 61 36 10
email : contact@comexperts-ec.fr

SARL d'expertise comptable et de commissariat aux comptes au capital de 300 000 euros
Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Rouen
Organisme de formation : N° de déclaration d'activité 287.605.87776 - Data Dock 00074.173
RCS Rouen B 441 313 749 - Code NAF 6920Z - TVA intracommunautaire FR 93 441 313 749

ABSOLUCE 
Conseils d'entrepreneurs

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Attestation 3

ÉTATS CONSOLIDÉS

Bilan consolidé 5

Compte de résultat consolidé 7

Soldes Intermédiaires de Gestion consolidés 9

Tableau de flux de trésorerie consolidé 10

ANNEXE

Annexe aux comptes consolidés 12

INTRODUCTION

ATTESTATION D'EXPERT-COMPTABLE**MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS**

Conformément à nos accords et aux termes de notre lettre de mission en date du 11 janvier 2016, nous avons effectué une mission de consolidation des comptes du groupe HOTELIM relative à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019, qui se caractérisent par les données suivantes :

	Montant en Euros
Total bilan consolidé	51 232 320
Chiffre d'affaires consolidé	22 340 851
Résultat net comptable groupe	2 399 861
Résultat net comptable hors-groupe	228 009

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme d'exercice professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts Comptables applicable à la mission de consolidation des comptes.

Les travaux que nous avons mis en œuvre dans le cadre de cette mission ne constituent ni un audit ni un examen limité, ni une mission de présentation ; en conséquence nous n'exprimons pas d'opinion sur les comptes de votre groupe qui sont joints au présent rapport.

Fait à ROUEN
Le 12 juin 2020

SARL COMEXPERTS
Florence MARTINI - Expert-comptable

ÉTATS CONSOLIDÉS

Bilan consolidé

ACTIF	Montant Brut	Dépréciation	31/12/2019	31/12/2018
Ecart d'acquisition	11 308 523	9 312 802	1 995 721	237 784
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires	430 491	383 113	47 378	43 059
Fonds commercial	6 128 451		6 128 451	6 527 380
Autres immobilisations incorporelles	76 948	66 721	10 227	7 622
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 150 131	13 787	2 136 344	2 136 344
Constructions	42 319 475	29 441 887	12 877 588	11 473 076
Installations techniques, matériel, outillage	5 527 840	4 335 930	1 191 910	1 118 225
Autres immobilisations corporelles	4 480 570	3 271 483	1 209 087	1 375 550
Immobilisations en cours	103 532		103 532	949 944
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations	1 500 756	147 089	1 353 667	1 150 279
Actifs nets en cours de cession				
Participations par mise en équivalence				
Créances rattachées à des participations	667 375	663 198	4 177	4 176
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	92 516		92 516	91 167
Actif immobilisé	63 478 085	38 323 208	25 154 877	24 876 822
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	137 618		137 618	135 878
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	19 484		19 484	21 907
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	663 034	76 087	586 947	728 113
Actifs d'impôts différés	33 609		33 609	29 506
Autres créances	4 774 232	61 121	4 713 111	2 183 616
Capital souscrit, appelé et non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 083 602		2 083 602	1 083 498
Actions propres				
Disponibilités	16 430 335		16 430 335	19 510 009
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	77 016		77 016	76 684
Ecart d'arrondi actif				
Actif circulant	24 218 930	137 208	24 081 722	23 769 211
TOTAL ACTIF	99 005 538	47 773 218	51 232 320	48 883 817

Bilan consolidé

PASSIF	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel	7 764 104	7 764 104
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10 266 806	10 266 806
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation groupe		
Réserve légale	621 904	560 240
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Réserve du groupe	14 527 831	13 237 293
Ecarts de conversion groupe		
Report à nouveau	444 766	146 609
RESULTAT GROUPE	2 399 861	2 523 819
Subventions d'investissements		
Amortissement dérogatoires		
Autres provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres	36 025 272	34 498 871
Intérêts hors groupe	1 246 176	1 366 843
Ecarts de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	228 009	216 686
Intérêts minoritaires	1 474 185	1 583 529
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour acquisitions de titres		
Provisions pour risques	89 988	105 191
Provisions pour charges	318 193	273 439
Provisions pour passif d'impôt différé	1 201 912	1 211 161
Provisions pour risques et charges	1 610 093	1 589 791
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 285 762	6 682 208
Concours bancaires courants	4 510	4 397
Emprunts en crédit bail		
Emprunts et dettes financières divers	134 902	132 008
Passif nets en cours de cession		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	344 865	268 507
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 026 205	1 870 434
Dettes fiscales et sociales	1 793 149	1 686 078
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 137	2 137
Autres dettes	523 655	558 502
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	7 582	7 354
Ecart arrondi passif	3	1
Passif circulant	12 122 770	11 211 626
TOTAL PASSIF	51 232 320	48 883 817

Compte de résultat consolidé

Rubrique	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises France	487 818	523 155
Ventes de marchandises Export		
Production vendue de biens - France		
Production vendue de biens Export		
Production vendue de services - France	21 853 033	21 590 004
Production vendue de services Export		
Chiffre d'affaires net	22 340 851	22 113 159
Production stockée		
Production immobilisée	34 725	37 003
Subventions d'exploitation	21 887	83 163
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	42 069	43 941
Autres produits	1 519	304
Autres produits d'exploitation	100 200	164 411
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	88 043	99 647
Variation de stock de marchandises	-98	-226
Achats de matières premières et autres appro.	1 283 732	1 257 396
Variation de stock matières premières et approvisionnements	779	10 993
Autres achats et charges externes	7 409 811	7 407 450
Impôts, taxes et versements assimilés	836 560	842 580
Salaires et traitements	4 267 783	4 295 918
Charges sociales	1 415 065	1 322 439
Dotations aux amortissements des immobilisations	2 173 030	2 203 584
Dotations aux provisions /immobilisations		
Dotations aux provisions sur actifs circulants	26 009	17 195
Dotations aux provisions pour risques et charges	73 103	63 480
Autres charges	1 143 290	1 130 339
Charges d'exploitation	18 717 107	18 650 795
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 723 944	3 626 775

Compte de résultat consolidé

Rubrique	31/12/2019	31/12/2018
Produits financiers de participations		
Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.		
Autres intérêts et produits assimilés	56 472	31 292
Reprises sur provisions et transferts de charges	205 362	146 000
Différences positives de change		
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecart de conversion		
Produits financiers	261 834	177 292
Dotations financières aux amortissements et provisions	10 000	10 614
Intérêts et charges assimilées	65 358	59 053
Différences négatives de change		85
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Ecart de conversion		
Charges financières	75 358	69 752
RESULTAT FINANCIER	186 476	107 540
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	3 910 420	3 734 315
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	94	
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	89 742	3 715
Reprises sur provisions et transferts de charges	24 458	33 988
Produits exceptionnels	114 294	37 703
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 429	10 616
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	40 842	25 984
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		108
Charges exceptionnelles	43 271	36 708
RESULTAT EXCEPTIONNEL	71 023	995
Impôts dus sur les bénéfices	1 216 930	1 094 452
Impôts différés sur les bénéfices	-13 353	-194 757
Impôts sur les bénéfices	1 203 577	899 695
Résultat des sociétés intégrées	2 777 866	2 835 615
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	149 996	95 110
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS	2 627 870	2 740 505
RESULTAT GROUPE	2 399 861	2 523 819
RESULTAT HORS GROUPE	228 009	216 686
Résultat par action	2,47278	2,60050
Résultat dilué par action	2,47278	2,60050
Résultat par action avant dot. aux amortissements des écarts d'acquisitions	2,62733	2,69850

Soldes Intermédiaires de Gestion consolidés

Rubrique	31/12/2019	%	31/12/2018	%	Variation	%
Ventes marchandises	487 818	2,18	523 155	2,36	-35 337	-6,75
- Coût d'achat des marchandises vendues	87 945	0,39	99 421	0,45	-11 476	-11,54
Marge commerciale	399 873	1,79	423 734	1,91	-23 861	-5,63
Production vendue	21 853 033	97,66	21 590 004	97,47	263 029	1,22
+ Production stockée						
- Déstockage de production						
+ Production immobilisée	34 725	0,16	37 003	0,17	-2 278	-6,16
Production de l'exercice	21 887 758	97,82	21 627 007	97,64	260 751	1,21
- Achats de matières premières et approvisionnements	1 283 732	5,74	1 257 396	5,68	26 336	2,09
- Variation de stock	779	0,00	10 993	0,05	-10 214	-92,91
- Sous-traitance directe						
Marge brute de production	20 603 247	92,08	20 358 618	91,91	244 629	1,20
PRODUCTION + VENTES DE MARCHANDISES	22 375 576	100,00	22 150 162	100,00	225 414	1,02
MARGE BRUTE GLOBALE	21 003 120	93,87	20 782 352	93,82	220 768	1,06
- Autres achats et charges externes	7 409 811	33,12	7 407 450	33,44	2 361	0,03
Valeur ajoutée	13 593 309	60,75	13 374 902	60,38	218 407	1,63
+ Subventions d'exploitation	21 887	0,10	83 163	0,38	-61 276	-73,68
- Impôts, taxes et versements assimilés	836 560	3,74	842 580	3,80	-6 020	-0,71
- Charges de personnel	5 682 848	25,40	5 618 357	25,36	64 491	1,15
Excédent brut d'exploitation	7 095 788	31,71	6 997 128	31,59	98 660	1,41
+ Reprises sur charges calculées, transferts	42 069	0,19	43 941	0,20	-1 872	-4,26
+ Autres produits	1 519	0,01	304	0,00	1 215	399,67
- Dotations aux amortissements et aux provisions	2 272 142	10,15	2 284 259	10,31	-12 117	-0,53
- Autres charges	1 143 290	5,11	1 130 339	5,10	12 951	1,15
Résultat d'exploitation	3 723 944	16,64	3 626 775	16,37	97 169	2,68
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commu						
+ Produits financiers	261 834	1,17	177 292	0,80	84 542	47,69
- Quote-part de résultat sur opérations faites en commu						
- Charges financières	75 358	0,34	69 752	0,31	5 606	8,04
Résultat couant avant impôt	3 910 420	17,48	3 734 315	16,86	176 105	4,72
Produits exceptionnels	114 294	0,51	37 703	0,17	76 591	203,14
- Charges exceptionnelles	43 271	0,19	36 708	0,17	6 563	17,88
Résultat exceptionnel	71 023	0,32	995	0,00	70 028	N/S
- Impôts dus sur les bénéfices	1 216 930	5,44	1 094 452	4,94	122 478	11,19
- Impôt sur les bénéfices	-13 353	-0,06	-194 757	-0,88	181 404	-93,14
Résultat sociétés intégrées	2 777 866	12,41	2 835 615	12,80	-57 749	-2,04
- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	149 996	0,67	95 110	0,43	54 886	57,71
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS	2 627 870	11,74	2 740 505	12,37	-112 635	-4,11
RESULTAT GROUPE	2 399 861	10,73	2 523 819	11,39	-123 958	-4,91
RESULTAT HORS GROUPE	228 009	1,02	216 686	0,98	11 323	5,23
Produits des cessions des éléments d'actifs	18 700		1 279		17 421	N/S
- Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	39 540		18 283		21 257	116,27
Plus ou moins values sur cessions	-20 840		-17 004		-3 836	22,56

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En Euros	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net consolidé	2 627 870	2 740 505
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions (1)	2 157 211	2 170 768
Variation des impôts différés	-13 353	-194 757
Plus-values de cession, nettes d'impôt	20 840	17 004
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	4 792 568	4 733 520
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (2)	-2 083 400	-788 295
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 709 168	3 945 225
Acquisition d'immobilisations	-2 694 183	-2 544 082
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	18 700	3 627
Incidence des variations de périmètres (3)	-1 795 954	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-4 471 437	-2 540 455
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-873 462	-873 461
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-50 400	-50 400
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	3 002 894	3 500 738
Remboursements d'emprunts	-2 396 446	-1 854 116
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-317 414	722 761
Incidence des variations de cours des devises		
VARIATION DE TRÉSORERIE	-2 079 683	2 127 531
Trésorerie d'ouverture	20 589 110	18 461 579
Trésorerie de clôture	18 509 427	20 589 110

(1) A l'exclusion des provisions sur actif circulant

(2) Détail par grandes rubriques :

- Variation stocks	683	11 290
- Variation créances d'exploitation	-2 388 661	-711 222
- Variation dettes d'exploitation	304 578	-88 363
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-2 083 400	-788 295

(3) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée

- Prix acquisition titres Suite Hotel	-1 795 954	
- Incidence des variations de périmètres	-1 795 954	

ANNEXE

1. INFORMATIONS RELATIVES AU REFERENTIEL COMPTABLE, AUX MODALITES DE CONSOLIDATION ET AUX METHODES ET REGLES D'EVALUATION	14
A. REFERENTIEL COMPTABLE.....	14
B. MODALITES DE CONSOLIDATION	14
1. Périmètre de consolidation.....	14
2. Retraitement de consolidation.....	14
3. Opérations réciproques.....	14
4. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées.....	14
5. Application des méthodes préférentielles énoncées au paragraphe 300 du règlement CRC 99-02	14
6. Traitement des écarts d'acquisition.....	14
C. METHODES ET REGLES D'EVALUATION.....	15
1. Changements comptables.....	15
2. Immobilisations incorporelles	15
3. Immobilisations corporelles.....	15
4. Immobilisations financières.....	16
5. Provisions pour risques et charges	16
6. Stocks	16
7. Créances et dettes.....	16
8. Valeurs mobilières de placement	16
9. Impôts différés.....	16
10. Engagements vis-à-vis du personnel	17
11. Régime d'intégration fiscale	17
2. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	18
A. ORGANISATION DU GROUPE HOTELIM.....	18
B. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES ET MODE DE CONSOLIDATION	18
C. ENGAGEMENTS HORS BILAN	19
1. Engagements donnés	19
2. Engagements reçus	19
D. AUTRES FAITS SIGNIFICATIFS	19
3. INFORMATION PERMETTANT LA COMPARABILITE DES COMPTES.....	20
A. INFORMATIONS RELATIVES AUX VARIATIONS DU PERIMETRE ET POURCENTAGES D'INTERETS... 20	20
1. Entrée dans le périmètre de consolidation	20
2. Sortie du périmètre de consolidation	20
3. Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation	20
4. Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation	20
5. Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture.....	20
6. Autres informations sur le périmètre de consolidation.....	20
B. INFORMATIONS RELATIVES AUX CHANGEMENTS COMPTABLES	20

4. EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS.....	21
A. POSTES DU BILAN CONSOLIDE.....	21
B. ACTIF IMMOBILISE	21
1. Immobilisations incorporelles	21
2. Immobilisations corporelles	21
3. Immobilisations financières	21
4. Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles.....	22
C. AUTRES POSTES D'ACTIF	22
D. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	23
1. Capitaux propres part du groupe.....	23
2. Capitaux propres hors groupe.....	23
E. AUTRES POSTES DE PASSIF	24
1. Provisions.....	24
2. Impôt sur les résultats	24
3. Impôts différés par société	25
4. Emprunts et dettes financières à long et moyen terme	25
F. POSTES DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	26
1. Charges de personnel et effectif.....	26
2. Charges relatives aux frais de recherche et de développement.....	26
3. Charges et produits d'exploitation	26
4. Charges et produits financiers.....	26
5. Charges et produits exceptionnels	26
5. AUTRES INFORMATIONS	27
A. INFORMATION SECTORIELLE.....	27
B. AUTRES INFORMATIONS DIVERSES	27
1. Événements postérieurs à la clôture	27
2. Tableaux des flux de trésorerie	27
3. Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants	28
4. Honoraires Commissaires aux Comptes.....	28

1. Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux méthodes et règles d'évaluation

A. Référentiel comptable

Les comptes consolidés du groupe arrêtés au 31 décembre 2019, sont établis en conformité avec le règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999, et de l'Arrêté du 22 juin 1999 portant son homologation.

Ils ne résultent pas d'une obligation légale, un seul seuil étant dépassé (total du bilan).

Ils sont constitués du bilan, du compte de résultat et de l'annexe. Les valeurs sont exprimées en Euros.

B. Modalités de consolidation

1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement 50% des droits sociaux sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le groupe détient une participation supérieure à 20% et exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Au 31 décembre 2019, comme au 31 décembre 2018, il n'y a aucune société consolidée par mise en équivalence.

2. Retraitement de consolidation

Les règles et méthodes appliquées par les filiales entrant dans le périmètre de consolidation font l'objet de retraitements afin de les rendre homogènes à celles du Groupe.

Les retraitements de consolidation pratiqués sont conformes au règlement 99-02.

3. Opérations réciproques

Les opérations réciproques ainsi que les éventuels résultats de cession résultant d'opérations entre les sociétés du Groupe sont éliminés.

4. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

L'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation ont arrêté leurs exercices sociaux le 31 décembre.

L'exercice clos au 31 décembre a une durée de 12 mois.

5. Application des méthodes préférentielles énoncées au paragraphe 300 du règlement CRC 99-02

Elles sont toutes mises en œuvre au sein du groupe, pour autant qu'elles trouvent à s'appliquer et qu'elles présentent un caractère significatif.

Ainsi, compte tenu du caractère non significatif, il a été convenu de ne pas retraiter les crédits baux mobiliers.

6. Traitement des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des sociétés consolidées et la part du groupe dans leurs actifs nets à la date de prise de participations.

Lorsque cette différence est positive, elle est immobilisée à l'actif du bilan consolidé et amortie selon la méthode linéaire sur une durée de 10 ans et lorsqu'elle est négative, elle est inscrite au bilan dans les provisions.

Dans le cas des SCI transformées en SARL, l'écart d'acquisition a été ventilé conformément aux traités d'apport, le solde étant imputé en écart de première consolidation. Les écarts d'évaluation (terrain & construction) sont les suivants :

Société	Ecart d'évaluation					Ecart d'acquisition		
	Terrain	Construct.	Total brut	Cumul amort.	Montant net	Montant brut	Cumul amort.	Montant net
SARL Créteil Mesly	106 609	1 009 890	1 116 499	724 147	392 352	76 300	76 300	
SARL Rosnybois	110 115	991 040	1 101 155	700 862	400 293	60 119	60 119	
SARL Delta Rungis	161 074	1 461 185	1 622 259	1 021 726	600 533	40 768	40 768	
SARL Le Bourget	35 143	388 774	423 917	269 706	154 211	179 720	179 720	
SARL Saint Raphaël						214 065	214 065	
SNC Sogegone						1 534 920	1 534 920	
SARL DJRP						1 721 080	1 721 080	
SNC Relnice						1 842 455	1 842 455	
SARL Dromhotel						1 608 978	1 608 978	
SARL Mezal						1 171 076	1 171 076	
SARL Balbercy						951 109	808 435	142 674
SAS Suite Hotel						1 907 933	54 886	1 853 047
TOTAL	412 941	3 850 889	4 263 830	2 716 441	1 547 389	11 308 523	9 312 802	1 995 721

C. Méthodes et règles d'évaluation

1. Changements comptables

Aucun changement comptable.

2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les fonds de commerce ne sont pas amortis, cependant lorsque leur valorisation devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Le coût d'acquisition comprend les intérêts capitalisés s'il s'agit d'un investissement significatif financé par emprunt spécifique.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie économique.

Nous avons appliqué les recommandations indiquées par l'instruction fiscale du 30 décembre 2005 qui préconise l'identification, pour les actifs immobiliers, des cinq composants suivants :

- Gros œuvre ;
- Toiture ;
- Façade et étanchéité ;
- Installations techniques ;
- Agencements.

Chacun des composants fait l'objet d'un amortissement fonction de la durée de vie d'utilité réelle.

Dans les comptes sociaux, le gros œuvre est amorti fiscalement sur une durée comprise entre 25 et 30 ans selon l'établissement. Dans les comptes consolidés, la durée d'amortissement retenue pour ce type de composant a été harmonisée à 40 ans.

4. Immobilisations financières

Elles sont enregistrées à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire, estimée d'après leur quote-part d'actif net et leur perspective de rentabilité ou leur valeur d'utilité, est inférieure à la valeur brute comptable ci-dessus définie, une provision est constituée pour enregistrer sa dépréciation.

5. Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC n°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

6. Stocks

Les stocks sont valorisés au coût de revient ou à la valeur de marché. Le coût de revient est déterminé suivant la méthode du « Premier entré – Premier sorti » (F.I.F.O.).

7. Créances et dettes

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les dettes et créances existant entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont éliminées.

Les créances font l'objet d'une provision dès lors qu'elles présentent un risque de non recouvrement. Les provisions sont déterminées en prenant en compte notamment l'ancienneté des créances, l'avancement des procédures engagées et les garanties obtenues.

8. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au coût historique. Le prix de revient des valeurs mobilières cédées est déterminé selon la règle du FIFO.

Au 31 décembre 2019, la valeur du portefeuille est de 2 083 602 euros.

9. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés pour chaque entité, sur la base d'une analyse bilancielle, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs renseignés au bilan comptable et leur base fiscale correspondante. Cette dernière dépend des règles fiscales en vigueur dans les pays où le groupe gère ses activités. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et les passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Par mesure de prudence, les déficits fiscaux du groupe, qui concernent la société Hofidev pour un montant de 15 793 € et la société Suite Hôtel pour 58 585 €, n'ont pas été activés au 31 décembre 2019.

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont des sociétés ayant leur siège social en France. Le taux de 28% a été retenu pour les exercices clos le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2019. Ces taux tiennent compte de l'échéance des actifs et passifs d'impôts différés constatés dans les comptes consolidés.

Le montant de l'impôt sur le bénéfice apparaissant au compte de résultat, comprend ainsi :

- l'impôt à payer au titre de l'exercice
- la charge ou le crédit d'impôt résultant de la prise en compte des décalages temporaires.

Les plus-values nettes long terme réalisées dans le cadre de cessions de titres de participation sont imposables au taux de 0% sous déduction d'une quote-part pour frais et charges correspondant à 12% de la plus-value réalisée. Cette quote-part restant imposable au taux normal d'impôt sur les sociétés. Dans l'hypothèse retenue d'une cession de parts au lieu d'une cession d'immeuble, il a été convenu de constater un impôt différé passif au taux de 3.36%, correspondant à l'impôt sur la quote-part pour frais et charges, concernant les écarts d'évaluation.

10. Engagements vis-à-vis du personnel

Les engagements de fin de carrière ont été comptabilisés nets d'impôt différé. Au 31 décembre 2019, l'engagement net d'impôt s'élève à 229 K€ contre 197 K€ au 31 décembre 2018.

Hypothèses retenues :

- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Convention collective : HCR
- Taux d'actualisation : 0.77 %
- Taux de progression annuelle des salaires : 3% pour les cadres, 2% pour les non cadres
- Taux de rotation du personnel : faible pour les cadres, fort pour les non cadres
- Age de départ retenu : 67 ans
- Taux de charges sociales : 42%
- Table de mortalité : INED 2015

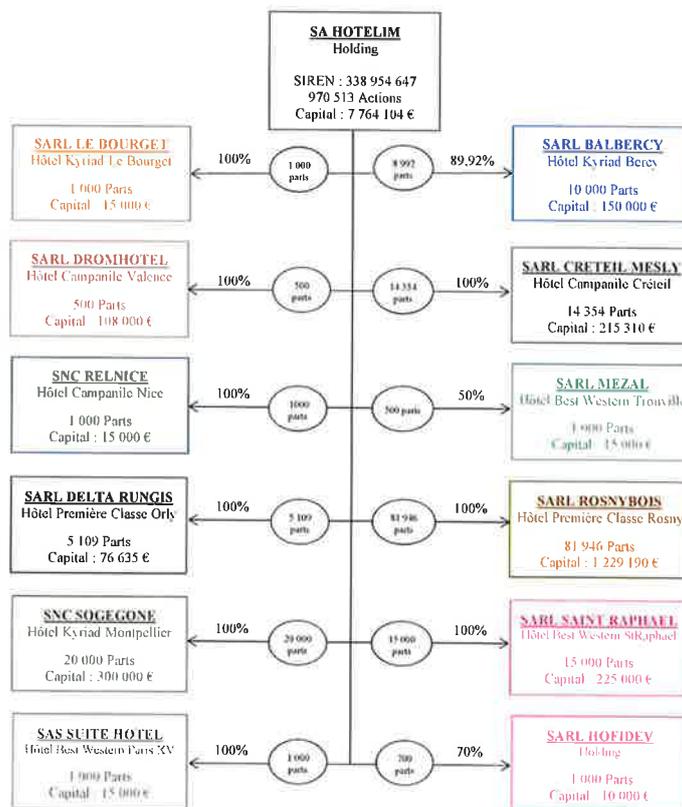
11. Régime d'intégration fiscale

La SA Hotelim et certaines de ses filiales forment un groupe d'intégration fiscale.

Les conventions prévoient que chaque filiale constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisée par le groupe en cas de déficit.

2. Informations relatives au périmètre de consolidation

A. Organisation du Groupe HOTELIM



B. Liste des sociétés consolidées et mode de consolidation

Société mère : SA HOTELIM – 11, avenue Myron Herrick 75008 PARIS – Siret : 33895464700073

Société	Siret	% de détention		% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation
		directe	indirecte			
SARL Balbercy	392 327 599 00016	89,92%	0,00%	89,92%	89,92%	Intégration globale
SARL Le Bourget	344 528 997 00028	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SARL Créteil Mesly	338 982 242 00020	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SARL Delta Rungis	344 317 045 00021	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SARL Hofidev	828 742 510 00013	70,00%	0,00%	70,00%	70,00%	Intégration globale
SARL Mezal	421 451 600 00017	50,00%	0,00%	50,00%	50,00%	Intégration globale
SNC Relnice	342 083 607 00032	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SARL Rosnybois	344 529 318 00026	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SARL Saint Raphaël	383 417 888 00021	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SNC Sogegone	344 629 118 00011	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SAS Suite Hotel	419 564 232 00025	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SARL Dromhotel	429 645 799 00025	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale

Les comptes de la société HOTELIM Maroc, filiale détenue à 80% par la société HOTELIM, ne présentent pas un caractère significatif et ne sont, par conséquent, pas consolidés.

La filiale Brasserie à la Mode détenue par Hofidev n'est pas intégrée au périmètre de consolidation dans la mesure où sa participation est inférieure au seuil d'influence notable. Les titres de cette dernière figurent donc à l'actif du bilan consolidé pour 999 K€

C. Engagements hors bilan
1. Engagements donnés

La SA Hotelim et ses filiales ont donné les garanties suivantes aux établissements financiers ayant accordé des prêts :

NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE

Emprunteur	Fonds nanti	Bénéficiaire	Prêt garanti (Montant initial)	Reste dû au 31/12/2019	Échéance
SARL Delta Rungis	RUNGIS	CREDIT AGRICOLE	605 000	31 046	mars-20
SARL Balbercy	BERCY	CREDIT AGRICOLE	900 000	46 184	avr.-20
SARL Créteil Mesly	CRETEIL	CREDIT AGRICOLE	260 000	13 342	avr.-20
SARL Le Bourget	LE BOURGET	CREDIT AGRICOLE	900 000	46 184	avr.-20
SARL Mezal	TROUVILLE	ARKEA	300 000	40 915	sept.-20
SARL Rosnybois	ROSNYS SOUS BOIS	ARKEA	470 000	64 100	sept.-20
SARL Suite hotel	PARIS XV	ARKEA	800 000	109 107	sept.-20
TOTAL			4 235 000	350 878	

BAIL À CONSTRUCTION

Deux hôtels sont exploités dans le cadre d'un bail à construction. Les baux arrivent respectivement à échéance le 1er janvier 2035 pour l'établissement de Saint Raphaël, et le 22 juin 2063 pour l'hôtel de Bercy.

2. Engagements reçus

Aucun engagement reçu

D. Autres faits significatifs

Aucun autre fait significatif

3. Information permettant la comparabilité des comptes

A. Informations relatives aux variations du périmètre et pourcentages d'intérêts

1. *Entrée dans le périmètre de consolidation*

Aucune entrée dans le périmètre de consolidation.

2. *Sortie du périmètre de consolidation*

Aucune sortie du périmètre de consolidation.

3. *Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation*

Aucun changement de méthode de consolidation, sans changement de périmètre de consolidation n'est intervenu.

4. *Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation*

La SA HOTELIM a acquis, en date du 17 septembre 2019, 450 actions de la SAS Suite Hôtel portant sa participation de 55% à 100%.

5. *Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture*

Aucune cession ou acquisition n'a été réalisée à la date d'établissement des comptes consolidés.

6. *Autres informations sur le périmètre de consolidation*

Néant.

B. Informations relatives aux changements comptables

Il n'y a pas eu de changement de méthode au cours de l'exercice.

4. Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

A. Postes du bilan consolidé

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes individuels des sociétés. Ils n'ont fait l'objet d'aucun retraitement dans la mesure où les divergences ne sont pas significatives.

Toutes les sociétés consolidées établissent leurs comptes en Euros.

B. Actif immobilisé

1. Immobilisations incorporelles

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Ecart d'acquisition	9 400 590			1 907 933		11 308 523
Ecart d'acquisition	9 400 590			1 907 933		11 308 523
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	418 218	19 405	7 132			430 491
Fonds commercial	6 527 380			(398 929)		6 128 451
Autres immobilisations incorporelles	110 743	2 605	36 400			76 948
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Immobilisations incorporelles	7 056 341	22 010	43 532	(398 929)		6 635 890

2. Immobilisations corporelles

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Terrains	2 150 131					2 150 131
Constructions	40 134 344	377 774	664 584		2 471 941	42 319 475
Installations techniques, matériel, outillage	5 421 309	72 086	329 026		363 471	5 527 840
Autres immobilisations corporelles	4 546 109	107 993	289 476		115 944	4 480 570
Immobilisations en cours	949 944	2 104 944			(2 951 356)	103 532
Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles	53 201 837	2 662 797	1 283 086			54 581 548

3. Immobilisations financières

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Titres de participations	1 502 730	26			(2 000)	1 500 756
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	91 167	1 349				92 516
Créances rattachées à des participations	657 374	8 001			2 000	667 375
Immobilisations financières	2 251 271	9 376				2 260 647

Les titres de participation non consolidés sont relatifs à des sociétés dont le taux de détention est inférieur à 20 % ou en cours d'arrêt d'exploitation.

4. Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Ecarts d'acquisition	9 162 806	149 996		9 312 802
Ecarts d'acquisition	9 162 806	149 996		9 312 802
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	375 159	15 087	7 133	383 113
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	103 121		36 400	66 721
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations incorporelles	478 280	15 087	43 533	449 834
Terrains	13 787			13 787
Constructions	28 661 268	1 439 179	658 560	29 441 887
Installations techniques, matériel, outillage	4 303 084	351 758	318 912	4 335 930
Autres immobilisations corporelles	3 170 559	367 002	266 078	3 271 483
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	36 148 698	2 157 939	1 243 550	37 063 087
TOTAL	45 789 784	2 323 022	1 287 083	46 825 723

C. Autres postes d'actif

Rubriques	Valeur brute	Provisions (cumul dotations)	Reprises (de la période)	Valeur nette au 31/12/2019	Valeur nette au 31/12/2018
Matières premières, approvisionnements	137 618			137 618	135 878
Marchandises	19 484			19 484	21 907
Avances et acomptes servis sur commande					
Stocks et en cours	167 102			167 102	157 785
Créances clients et comptes rattachés	663 034	80 096	4 009	586 947	728 113
Actifs d'impôts différés	33 609			33 609	29 506
Autres créances	4 774 232	61 121		4 713 111	2 183 616
Capital souscrit, appelé et non versé					
Créances	5 470 875	141 217	4 009	5 333 667	2 941 235
Valeurs mobilières de placement	2 083 602			2 083 602	1 083 498
Actions propres					
Disponibilités	16 430 335			16 430 335	19 510 009
Divers	18 513 937			18 513 937	20 593 507
Charges constatées d'avance	77 016			77 016	76 684
Ecarts d'arrondis actifs					
Comptes de régularisation	77 016			77 016	76 684
TOTAL	24 218 930	141 217	4 009	24 081 722	23 769 211

D. Tableau de variation des capitaux propres consolidés
1. Capitaux propres part du groupe

Variation	Capital social	Primes	Réserves société mère	Part du groupe dans		Capitaux propres part groupe
				les réserves consolidés	le résultat consolidé	
Au 31 décembre 2017	7 764 104	10 266 806	1 708 265	11 387 080	1 722 265	32 848 520
Affectation résultat en réserves			(1 001 409)	1 850 213	(848 804)	
Distribution dividendes					(873 461)	(873 461)
Résultat 2018					2 523 819	2 523 819
Autres variations			(7)			
Au 31 décembre 2018	7 764 104	10 266 806	706 849	13 237 293	2 523 819	34 498 871
Affectation résultat en réserves			359 819	1 290 538	(1 650 357)	
Distribution dividendes					(873 462)	(873 462)
Résultat 2019					2 399 861	2 399 861
Autres variations			2			
Au 31 décembre 2019	7 764 104	10 266 806	1 066 670	14 527 831	2 399 861	36 025 272

2. Capitaux propres hors groupe

Variation	Part des minoritaires		Intérêts minoritaires
	les réserves consolidés	le résultat consolidé	
Au 31 décembre 2017	1 263 684	153 558	1 417 242
Affectation résultat en réserves	103 158	(103 158)	
Distribution dividendes		(50 400)	(50 400)
Résultat 2018		216 686	216 686
Autres variations	1		
Au 31 décembre 2018	1 366 843	216 686	1 583 529
Affectation résultat en réserves	166 286	(166 286)	
Distribution dividendes		(50 400)	(50 400)
Résultat 2019		228 009	228 009
Autres variations	(286 953)		(286 953)
Au 31 décembre 2019	1 246 176	228 009	1 474 185

E. Autres postes de passif
1. Provisions

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Provisions pour risques	105 191	8 030	23 233	89 988
Provisions pour charges	273 439	65 073	20 319	318 193
Provisions pour risques et charges	378 630	73 103	43 552	408 181
Provisions sur titres de participation	352 451		205 362	147 089
Provisions sur créances rattachées	653 198	10 000		663 198
Provisions sur immobilisations financières	1 005 649	10 000	205 362	810 287
Provisions sur comptes clients	54 088	26 008	4 009	76 087
Provisions sur autres créances	61 121			61 121
Provisions sur créances	115 209	26 008	4 009	137 208
TOTAL	1 499 488	109 111	252 923	1 355 676

2. Impôt sur les résultats
Rapprochement entre charge d'impôt théorique et effective

Différence entre charge d'impôt théorique et effective	31/12/2019	31/12/2018
Résultat avant impôt	3 831 447	3 640 200
Taux normal d'impôt en France	28,00%	28,00%
Impôt théorique	28,00% 1 072 805	28,00% 1 019 256
Impôt réel	31,41% 1 203 576	24,72% 899 696
Ecart net	130 771	(119 560)
Elements de rapprochement	IS 31/12/2019	IS 31/12/2018
Amortissement des écarts d'acquisition	41 999	26 631
Amortissement des écarts d'évaluation	23 721	23 721
Différences permanentes (TVTS, amendes, CICE...)	14 960	-39 217
Résultats taxés au taux de 31%	84 647	
Résultats taxés au taux de 33,33%		121 319
Impact impôts différés changement de taux 2017/2018		-220 228
Provision sur créances sociétés non consolidées	-57 501	-40 880
Quote part imposable sur dividendes	6 294	9 094
Déficits non activés	16 651	
Montant rapproché	130 771	(119 560)

3. Impôts différés par société

Société	31/12/2019	31/12/2018
SA Hotelim	26 077	20 967
SARL Mezal	4 085	3 713
SAS Suite Hotel	3 447	4 826
Actifs d'impôts différés	33 609	29 506
SARL Balbercy	233 342	220 412
SARL Le Bourget	199 041	188 902
SARL Créteil Mesly	65 062	74 528
SARL Dromhotel	62 728	60 285
SNC Relnice	99 538	89 621
SARL Rosnybois	98 771	114 378
SARL Delta Rungis	165 075	180 024
SARL Saint Raphaël	186 411	177 673
SNC Sogegone	91 944	105 338
Passifs d'impôts différés	1 201 912	1 211 161
PASSIF D'IMPÔTS DIFFÉRÉS NET	1 168 303	1 181 655

4. Emprunts et dettes financières à long et moyen terme

Société	Montant début exercice	Nouveaux emprunts	Rembours, de l'exercice	Montant fin d'exercice	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Hôtel Paris - Créteil	66 345		53 003	13 342	13 342		
Hôtel Paris - Orly	208 270		177 224	31 046	31 046		
Hôtel Paris - Le Bourget	229 655		183 471	46 184	46 184		
Hôtel Paris - Rosny	164 736		100 598	64 138	64 138		
Hôtel Paris - Bercy	229 655		183 471	46 184	46 184		
Hôtel Paris XV	271 505		162 333	109 172	109 172		
Hôtel Montpellier	18 283		18 283				
Hôtel Nice							
Hôtel Trouville	101 814		60 875	40 939	40 939		
Hotelim (siège)	5 391 945	3 000 000	1 457 188	6 934 757	1 719 004	5 215 753	
Emprunts auprès des étab. de crédit	6 682 208	3 000 000	2 396 446	7 285 762	2 070 009	5 215 753	
Hôtel Paris XV	1 721	24		1 745	1 745		
Hôtel Nice	15			15	15		
Hôtel Trouville	101 805	725		102 530	102 530		
Hotelim (siège)	28 467	2 145		30 612	30 612		
Dettes financières diverses	132 008	2 894		134 902	134 902		
TOTAL	6 814 216	3 002 894	2 396 446	7 420 664	2 204 911	5 215 753	

F. Postes du compte de résultat consolidé
1. Charges de personnel et effectif

Les charges de personnel se sont élevées à 5 683 K€ contre 5 618 K€ en 2018.

L'effectif moyen au 31 décembre 2019 est composé de 145 personnes, contre 138 au 31 décembre 2018 et 135 au 31 décembre 2017, se décomposant comme suit :

Société	Effectif moyen 2019	Effectif moyen 2018	Effectif moyen 2017
SA Hotelim	3	3	3
SARL Balbercy	30	27	26
SARL Delta Rungis	9	5	5
SARL Rosnybois	7	6	7
SARL Le Bourget	9	9	8
SARL Créteil Mesly	8	9	8
SARL Saint Raphaël	33	30	29
SARL Sogegone	10	9	10
SAS Suite Hotel	8	11	9
SNC ReInice	6	8	8
SARL Dromhotel	9	8	9
SARL Mezal	13	13	13
TOTAL	145	138	135

2. Charges relatives aux frais de recherche et de développement

Non applicable.

3. Charges et produits d'exploitation

Le chiffre d'affaires du groupe est constitué des produits suivants :

- Les ventes de marchandises ;
- Les prestations de services.

Le chiffre d'affaires 2019 s'établit à 22 341 K€ contre 22 113 K€ en 2018 et a évolué comme suit :

En K€	31/12/2019	31/12/2018	Variation		31/12/2017	Variation	
Ventes de marchandises	488	523	(35)	-6,8%	528	(4)	-0,8%
Prestations de services	21 853	21 590	263	1,2%	20 786	804	3,9%
CHIFFRE D'AFFAIRES	22 341	22 113	228	1,0%	21 314	800	3,8%

Il a été perçu des subventions d'exploitation pour un montant de 22 K€.

4. Charges et produits financiers

Le résultat financier enregistre d'une part des charges qui s'élèvent à 75 K€ et d'autre part des produits d'un montant de 262 K€ dont 205 K€ de reprise de provision sur titres non consolidés.

5. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel est positif de 71 K€ pour l'exercice 2019.

5. Autres informations

A. Information sectorielle

Les sociétés du Groupe exercent une activité hôtelière.

B. Autres informations diverses

1. Événements postérieurs à la clôture

Un dispositif de confinement a été instauré sur l'ensemble du territoire français depuis le 17 mars 2020 et la France a été placée en état d'urgence sanitaire. A ce jour, il n'est pas possible de déterminer quand la situation reviendra à la normale.

L'impact est majeur sur l'activité économique du pays en général et sur le groupe en particulier. Pour faire face à cette crise exceptionnelle sanitaire et économique, des mesures ont immédiatement été prises visant à sécuriser la santé des collaborateurs aboutissant à la fermeture totale des établissements.

Une estimation précise des impacts organisationnels et financiers de la crise ne peut encore être effectuée à la date d'élaboration de ces comptes annuels. Toutefois, le plan de continuité d'activité du groupe et sa solidité financière, permettent de considérer, au regard des éléments disponibles à date, que cet événement n'est pas de nature à remettre en cause la pérennité du groupe.

Au regard des conséquences de l'épidémie de Coronavirus et en conformité avec les normes comptables applicables et bien qu'étant un événement postérieur au 31 décembre 2019 significatif, le groupe considère que, n'étant pas liée à une situation préexistante au 31 décembre 2019, la valeur des éléments suivants reflète uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation :

- La valeur comptable des actifs et des passifs ;
 - La dépréciation des créances clients ;
 - La dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles ;
 - La dépréciation des stocks ;
 - La dépréciation des valeurs mobilières de placements ;
 - L'estimation des passifs ;
 - Les pertes d'exploitation future ;
- Le chiffre d'affaires ;
- Le coût du chômage partiel.

2. Tableaux des flux de trésorerie

Il est présenté selon le modèle proposé par le Règlement 99-02 issu des dispositions de l'avis n°30 de l'OEC.

La trésorerie du groupe, dont la variation est analysée dans les tableaux de flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- Trésorerie et équivalent de trésorerie ;
- Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

3. Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants

Cette information reviendrait à communiquer une rémunération individuelle et à ce titre, elle ne peut être fournie en annexe.

4. Honoraires Commissaires aux Comptes

Les honoraires relatifs au contrôle légal des comptes annuels et consolidés de la société HOTELIM représentent une charge de 77 400 € pour l'exercice 2019.